

de l'Est,—en sont venus à la conclusion qu'il valait mieux vendre leurs troupeaux de vaches laitières, essayer de payer leurs dettes entièrement et tenter de reconstituer leurs troupeaux. En d'autres termes, ils écouleraient leurs troupeaux parce que le bétail se vend à un bon prix, ils emploieraient le produit de la vente à l'extinction de leurs dettes, et ils recommenceraient à neuf.

M. Kinley:

D. Ils recommenceraient à neuf en bénéficiant d'un nouvel arrangement?—

R. Libres de dettes.

D. Oui.—R. Cela est inquiétant, car il faut se demander ce que deviennent ces troupeaux de vaches laitières.

D. Vous voyez comment l'argent bon marché pourrait être la ruine de l'économie agricole?—R. Oui.

M. Blackmore:

D. La question suivante que j'ai à poser est celle-ci. Nous n'avons pas arrêté le taux d'intérêt que vos gens voudraient voir établir. La majorité des membres de votre groupe seraient-ils satisfaits s'ils pouvaient obtenir des fonds moyennant un intérêt de 2, 2½ ou 3 p. 100 ou quelque autre taux?—R. Au cours des discussions que nous avons eues, nous avons établi comme principe que le taux d'intérêt ne devrait représenter que les frais réels. Nous avons en général considéré qu'un tel taux devrait être d'environ 3 p. 100. A mon sens, ce taux est en somme raisonnable.

M. APPLEBY: Oui.

Le TÉMOIN: Nous disons que si l'administration peut se faire à un coût moins élevé que cela, tant mieux. Cependant, dans nos discussions il a généralement été question d'un taux de 3 p. 100.

M. Blackmore:

D. Autrement dit, si le gouvernement était propriétaire des banques et que vous fussiez chargé d'administrer ces dernières ou d'établir une ligne de conduite, vous ne vous attendriez pas à ce que les banques prêtent des fonds à perte. Vous voudriez les voir réaliser des bénéfices, n'est-ce pas?—R. Il faut certainement qu'elles rapportent des bénéfices.

D. Les frais d'administration d'une banque peuvent être fort variables, comme vous le savez. Je me demande si vous croyez que, d'une façon générale, les banques versent à leurs employés ordinaires un salaire suffisant. Je songe, par exemple, aux jeunes gens qui ne peuvent se marier avant d'avoir atteint un certain âge. Pensez-vous qu'on leur verse un salaire suffisant?

M. KINLEY: Leur cas est un peu comme celui des instituteurs.

Le TÉMOIN: C'est là un problème que les banquiers doivent résoudre.

M. Blackmore:

D. Ce sujet est fort pertinent. Je m'y connais en agriculture. J'ai vécu au milieu de gens comme M. Bickerton. Mon père a été cultivateur; je l'ai été moi aussi et j'ai été membre de l'organisme pendant de nombreuses années. Les questions que je pose sont fort pertinentes. Si vous étiez chargé d'administrer une banque d'Etat, seriez-vous disposé à maintenir les salaires de famine que ces jeunes gens touchent présentement?—R. Je ne sais trop. Considérez le salaire moyen des fonctionnaires de l'Etat en général. J'estime qu'il est à peu près égal à celui que versent les banques. Il s'agit de gradation. Quelqu'un entre au service de l'Etat. Je songe en ce moment au cas d'une jeune fille. A son entrée dans le service, elle touche \$65 par mois. Elle pourra avoir quelque difficulté à se tirer d'affaire, mais elle en est au stade de l'apprentissage. Plus tard son salaire augmente et elle finit par toucher \$90. En ce qui concerne les banques, certaines difficultés peuvent se présenter, comme par exemple,